

SNCF et conflits sociaux : l'autre épreuve de vérité, celle pour la droite et l'opposition



Épreuve de vérité pour LREM certes, le conflit social actuel met en question le positionnement des partis adverses, à commencer par la droite.

Avec Christophe
Boutin

Atlantico : Le conflit social actuel est partout présenté comme une épreuve de vérité pour le gouvernement. Mais ne l'est-il pas en fait pour tous les partis ? A droite - de LR à LREM - ce conflit social ne pourrait-il pas enfin clairement permettre aux différentes lignes, en pleines recompositions depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, de bien se démarquer les unes des autres ? La droite semble peiner à trouver sa place.

Christophe Boutin : Comme tout conflit social engagé à la suite de réformes structurelles importantes d'une entreprise, l'épreuve de force met face à face le réformateur – ici l'État – et un groupe d'opposants à cette réforme – ici une partie des cheminots syndicalisés. Nous retrouvons donc sans surprise, convoqué par les syndicats comme par nombre de médias, tout l'imaginaire classique des « grandes grèves » historiques, au premier rang desquelles celles de 1995 qui contraignirent le gouvernement d'Alain Juppé à une reculade restée dans les annales.

Épreuve de vérité donc, et qui dépasse la seule SNCF. Il est évident que si le gouvernement d'Édouard Philippe devait reculer sur ce dossier, il n'y aurait plus de possibles en France que des réformes touchant des catégories sociales qui n'ont pas les moyens de prendre les Français en otage (les retraités pour prendre cet exemple évident), et que toutes les autres (cheminots, chauffeurs routiers, aiguilleurs du ciel, personnel des compagnies aériennes et bien d'autres encore) seraient à l'abri de toute atteinte à leurs « droits » ou « statuts » par quelque réforme que ce soit.

Mais dans un bras de fer l'épreuve de vérité vaut pour les deux participants, et les syndicats ont aussi des questions à se poser. Effectifs étiques, faible participation aux élections syndicales, financement étatique – ou autre - parfois bien opaque, on a certes conscience, puisque partenariat il y a, qu'il faut bien amener des « partenaires sociaux » à « la table de négociation », mais ne maintient-on pas pour cela sous perfusion des momies dont les schémas mentaux datent de temps anciens ? La question peut être posée, et certains syndicats, la CGT notamment, malmenée lors des dernières élections, jouent ici leur crédibilité, et n'hésitent pas pour cela, dans une sorte de va-tout, à tutoyer les limites de leurs droits.

La question se pose en effet non de l'existence de la grève elle-même, un droit que personne ne remet en question, mais de la modalité de celle-ci. Lorsqu'une entreprise en situation de monopole, dont dépend la liberté d'aller et venir de millions de personnes –

et, au-delà, leur liberté de travailler – peut, dans certaines zones au moins, s'affranchir des règles du service minimum, cela ne peut que soulever des questions. Or le remplacement par l'entreprise en question d'un mode de transport, le train, avec des cheminots, par un autre mode de transport, le bus, avec d'autres personnels, comme cela a pu être le cas, n'est pas la mise en place d'un service minimum mais, au mieux, d'un service de substitution, et ce alors que les instruments juridiques du service minimum existent.

Au-delà de cette épreuve de force entre gouvernement et syndicats, comme vous le relevez, cette grève pose aussi un nième problème de positionnement stratégique à une droite LR... qui n'en manquait pourtant pas. On peut en effet considérer que l'approche macroniste de ce que devrait devenir la SNCF n'est pas nécessairement très éloignée de celle de nombre de représentants de la droite libérale classique, qui se trouvent dès lors peu tentés de dénoncer cette politique et incapables d'incarner une opposition qu'ils prétendent toujours être – de plus en plus timidement pour certains.

Marine Le Pen soutient les cheminots, tout comme Mélenchon, qui s'est pourtant fait insulter dans les cortèges avant-hier. Quelles stratégies mènent les extrêmes (FN et FI) dans ce conflit social ?

Le FN et FI luttent d'abord entre eux pour être le premier « parti des Travailleurs » ou « parti du Peuple ». Rappelons que l'électorat ouvrier a depuis des années assez largement délaissé les partis de gauche pour voter pour le FN. Il y a donc une base électorale que ne veut pas désespérer Marine Le Pen, mais que Jean-Luc Mélenchon aimerait reconquérir, d'où une certaine surenchère. Les deux partis prennent ici une posture volontiers populiste, posture qui rencontre dans l'Europe de 2018 des échos favorables dans une partie de la population.

Au-delà, en dehors de la politique politicienne, il y a des considérations idéologiques qui entrent en jeu dans ce rapprochement, car les deux partis sont volontiers étatistes sur certains points : FI par tradition communiste sinon socialiste, le FN par tradition nationaliste. Il n'est donc pas étonnant de les voir défendre ces services publics qui traduisent l'intervention de l'État dans certains secteurs économiques.

Reste que les deux peinent à trouver un accueil favorable dans ces mouvements de lutte. Marine Le Pen n'est pas allée dans les cortèges, et Jean-Luc Mélenchon, même s'il prétend ne pas en avoir été exclu, et accuse les journalistes de propager de fausses informations, n'y a cependant fait qu'un tour bien rapide – dû seulement, assure-t-il, à un emploi du temps chargé.

Deux éléments peuvent expliquer cela. Le premier est que les syndicats et leurs leaders, que l'on a vu attachés à se reconstruire une image et une légitimité, entendent bien ne pas se faire voler la vedette par des politiques. Le second, et l'on retrouve ici un élément de la vie politique française qui s'est manifesté avec clarté lors des élections de 2017, est cette tendance au « dédagisme » qui frappe les partis politiques en général – à l'exception du nouvel arrivant LREM, mais pour combien de temps ? – et certains hommes politiques, des partis et des politiques dont la « base » militante sociale des grévistes estime qu'ils ne la représentent pas, ou mal.

Entre calculs politiques et restructuration d'une offre politique pour les uns et les autres, comment ce conflit social pourrait redessiner les cartes de l'offre politique française ?

Il n'est pas dit que ce conflit social ne renforce pas LREM dans son positionnement le plus large possible au centre de la vie politique française, en ce qu'il rapprocherait presque malgré eux les libéraux de droite et de gauche. Encore faudrait-il s'entendre sur ce terme de « libéral », très ambigu, et sans doute faudrait-il parler plus exactement ici d'un « ultra-libéralisme » ou d'un « libéralisme à l'anglo-saxonne », d'un libéralisme ayant en tout cas une approche favorable de la mondialisation et des restructurations – ou déstructurations - qu'elle imposerait.

Pour autant, il ne faut pas oublier qu'une autre partie de la droite française reste elle sur une tradition idéologique mêlant libéralisme et colbertisme, et estimant que sur certains dossiers (énergie, défense ou transports par exemple), dès que l'on s'approche en tout cas des fonctions régaliennes, l'État, justement, doit avoir son mot à dire. Cette droite libérale « à la française » n'est donc pas hostile à l'existence de services publics dans ces domaines, et voit d'un très mauvais oeil leur démantèlement à coups de directives bruxelloises et de vente de ces « bijoux de famille » que sont les grandes entreprises où l'État avait une participation importante à des intérêts financiers internationaux.

Et c'est ainsi que l'action sociale en cours, mettant en évidence cette division entre les deux approches du libéralisme au sein de la droite française, accentuerait un peu plus encore les clivages qui existent au sein de LR, et poserait une nouvelle fois la question du ralliement d'une partie de cette droite à LREM, grand parti attrape-tout centriste et moderniste, et donc de sa disparition dans cette fusion.

Mais l'autre droite, la droite « libérale-étatiste » disparaîtrait-elle alors elle aussi, cette fois dans une hyper-marginalisation, prise en étau qu'elle serait entre FN et LREM ? Pas obligatoirement. Pas en tout cas si elle profite de cette rupture pour établir un corpus économique et politique conservateur qui pourrait rassembler la France périphérique des exclus de la mondialisation et celle des notables traditionnels autour de valeurs partagées, au premier rang desquelles une souveraineté nationale qui peut fort bien passer par la défense et le maintien de services publics.